



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147 Quartier de la gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : D-0108-2026
Code AIOT : 0006400440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement PURFER implanté 261 Route de Camsaud 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

suite à mise en demeure APMD du 02/07/2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 261 Route de Camsaud 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006400440
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis le 01/04/2022, la société PURFER, filiale du groupe DERICHEBOURG Environnement, exploite une installation de transit, regroupement, tri et traitement de déchets sur le site de Sorgues (précédemment exploitée par la société Guy Dauphin Environnement).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sols imperméables et rétention	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois
2	Gestion des eaux	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois
6	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 1er	Demande d'action corrective	6 mois
7	Clôture	Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 3.1.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Sans objet
4	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Sans objet
5	Plan des moyens de secours	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 3 mars 2026 a permis de constater l'avancée des travaux de mise en conformité du site PURFER de Sorgues. En particulier, les travaux de l'ensemble des dallages de la partie ouest du site ont été réalisés et la nouvelle presse-cisaille a été mise en service.

En revanche, les travaux de gestion des eaux du site ne sont pas achevés. Dans cette attente, une gestion provisoire des eaux a été mise en place. L'exploitant est engagé dans l'identification d'une nouvelle solution pour le confinement des eaux d'extinction, qui impliquera des ajustements du projet initial. Un planning prévisionnel des travaux réajusté est attendu.

Au regard des constats effectués lors de la visite et considérant les engagements pris par

l'exploitant, il n'est pas proposé à ce stade de sanction administrative.
S'agissant du porter à connaissance des modifications des installations, il est proposé d'accorder un délai supplémentaire au 31/09/2026.
Enfin, il est également attendu la réalisation de travaux de clôture du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sols imperméables et rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	
Thème(s) : Risques chroniques, -	
Prescription contrôlée :	
<p>La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :</p>	
<ul style="list-style-type: none">Article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :	
en fournissant un diagnostic de l'état des sols où un écoulement accidentel de liquides, hydrocarbures, huiles, acides, etc. est à craindre et de leur capacité à former rétention	avant le 30/06/2024
en fournissant un plan d'actions de mise en conformité de la plateforme au regard du diagnostic réalisé de l'état et de la capacité de rétention des sols	avant le 31/08/2024
en fournissant le bon de commande relatif aux travaux de réfection des sols	avant le 31/10/2024
en procédant à la réfection des sols rendue nécessaire de façon à garantir son imperméabilité aux différents écoulements accidentels qui pourraient se produire et de façon à constituer une rétention permettant de contenir les écoulements dans l'enceinte du site	avant le 31/12/2024
Constats :	

Demande formulée à l'issue de la visite d'inspection du 04/03/2025 :

- finaliser l'étude de gestion des eaux pluviales et eaux d'incendie et la transmettre à l'Inspection accompagnée d'un planning de travaux de mise en conformité de la plateforme selon des délais raisonnables.

Éléments de réponse transmis par courriel du 25/04/2025 :

- une étude de gestion des eaux pluviales et eaux d'incendie (rapport v1 du 10/04/2025, bureau d'études Hydrosol),
- un planning prévisionnel des travaux à réaliser sur le site.

Ce planning prévoyait :

- pour la machine presse-cisaille : une réception sur site au 18/07/2025 et une mise en service après pose dalle béton (pas de date).
- la réalisation de plusieurs études selon les échéances suivantes : géotechnique au 23/05/2025, béton au 06/06/2025 et tratabilité de l'effluent au 13/06/2025.
- pour les travaux : l'exécution des travaux VRD et dallage au 19/12/2025 et l'achèvement des travaux de gestion des eaux au 19/12/2025.

État des lieux et constats au 03/03/2026 :

La nouvelle machine presse-cisaille est opérationnelle depuis octobre 2025.

Elle est positionnée à l'ouest du bâtiment (la précédente machine était positionnée à l'est).

Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence de traces noires au sol sous le réservoir de la machine. L'exploitant a déclaré qu'une fuite avait eu lieu lors des essais (rupture d'un joint) et qu'une intervention pour réparation a eu lieu.

Justificatif fourni :

- bon d'intervention de la société Lefort sur la machine Konkeror 1000 TS en date du 09/09/2025.

L'exploitant déclare que l'ancienne presse-cisaille a fait l'objet d'une dépollution, puis a été découpée au chalumeau sur le site pour valorisation matière.

Justificatifs fournis :

- bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD) relatif à la dépollution de l'ancienne presse-cisaille (2,25 t d'huiles noires, code déchets 13 02 05*, évacuées le 24/11/2025 vers Chimirec Socodeli à Beaucaire (30)).
- fiche de destruction établie par Purfer site de Sorgues relative à la destruction par découpage au chalumeau de la machine presse Copex CVM630T (poids total de 25 t) en date du 06/02/2026.

Les travaux de l'ensemble des dallages de la partie ouest du site ont été réalisés (2 550 m²). Les

réseaux ont été mis en place sous la dalle béton pour récupération des eaux de ruissellement.

Justificatifs fournis :

- factures de fin de travaux :
- facture n° 13000RI25028340 du 26/09/2025, société Colas, réseau pluvial et blocs béton.
- facture n° 2025-07-8587 du 31/07/2025, société Valentin, réalisation d'un massif cisaille.
- facture n° 202 501 617 du 31/07/2025, société Soredal, dallage.
- plan de récolement du 08/08/2025 relatif à la nouvelle dalle et à l'implantation de la presse-cisaille.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- procéder au nettoyage de la zone souillée sous la presse-cisaille et de le justifier.
- associer le réservoir de la machine à une rétention adaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, -

Prescription contrôlée :

La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :

en décrivant les modalités de gestion des eaux mises en place sur la plateforme de Sorgues, en justifiant que tous liquides accidentellement répandus, eaux pluviales et eaux de lavages souillées ou susceptibles de l'être, sont collectés et récupérés pour subir un traitement approprié et en justifiant que cette gestion permet, dans des conditions techniquement et économiquement acceptables, de limiter la production de déchets (eaux et boues hydrocarburées) à évacuer.

avant le 30/06/2024

en procédant à un curage de l'aire de lavage, des casiers de récupération des déchets situés contre la façade ouest du bâtiment et en procédant plus globalement au curage de l'ensemble du réseau de collecte des effluents.	
en procédant au nettoyage et à l'enlèvement des déchets présents dans le bassin situé contre la façade sud du bâtiment.	
en apportant des éléments de justification de l'étanchéité du bassin.	
en procédant à la réparation de la descente de gouttière endommagée située à l'angle sud-ouest du bâtiment.	

Constats :

Demande formulée à l'issue de la visite d'inspection du 04/03/2025 :

- réaliser les travaux de mise en conformité selon les engagements pris dans l'échéancier de réalisation de ces travaux, englobant notamment l'étanchéité du bassin.

Éléments de réponse transmis par courriel du 25/04/2025 :

- une étude de gestion des eaux pluviales et eaux d'incendie (rapport v1 du 10/04/2025, bureau d'études Hydrosol),
- un planning prévisionnel des travaux à réaliser sur le site.

Cette étude prévoyait :

- pour les eaux pluviales :
 - du bâtiment : directement envoyées vers un ouvrage de rétention / infiltration.
 - des voiries : envoyées dans le quai de rétention au sud du bâtiment, avant d'être envoyées par un poste de relevage vers le système de traitement avec un débit régulé, pour ensuite rejoindre l'ouvrage de rétention / infiltration.

La mise en place d'un ouvrage de rétention / infiltration à ciel ouvert et sans rejet est proposée compte tenu du contexte du site et des différentes contraintes (traitement des eaux, emplacement, topographie). Le bassin de rétention / infiltration sera mis en place de sorte à garder un maximum d'espace disponible sur la zone au nord de la propriété.

Afin de ne pas avoir à traiter les eaux de cette zone non polluée, elle devra être reprofilée afin que les pentes soient dirigées vers le bassin et non vers le sud comme c'est le cas actuellement.

L'ouvrage présentera également un débordement naturel sur la zone en clapicette pour le cas d'évènement pluvieux d'intensité supérieure à une pluie décennale.

- pour les eaux d'incendie : le quai au sud du bâtiment servira de rétention.

Cela impliquait en particulier :

- les réseaux de collecte à refaire complètement,
- la création du bassin de rétention / infiltration d'un volume utile de 371 m³,
- le reprofilage de la zone nord clapicette,
- l'agrandissement du quai sud entrepôt pour atteindre un volume de 289 m³,
- réaliser l'étanchéité du quai sud entrepôt,
- dispositifs d'obturation et procédure de disconnexion des réseaux (bâti et voiries) à prévoir.

Le planning prévoyait :

- pour les travaux : l'exécution des travaux VRD et dallage au 19/12/2025 et l'achèvement des travaux de gestion des eaux au 19/12/2025.

État des lieux et constats au 03/03/2026 :

Les travaux de gestion des eaux ne sont pas achevés.

Une gestion des eaux provisoire a été mise en place dès octobre 2025. Les eaux des voiries sont collectées, puis renvoyées grâce à un poste de relevage vers un séparateur d'hydrocarbures pour traitement, avant de rejoindre un bassin d'infiltration de 228 m³ qui a été créé sur la partie nord en extension du site initial. Le quai sud entrepôt a donc été isolé hydrauliquement pour permettre les travaux.

Justificatifs fournis :

- facture n° 13000RI25028361 du 26/09/2025, société Colas, aménagement / réseau pluvial.
- facture n° 13000RI25033274 du 29/10/2025, société Colas, gestion des eaux temporaire dont bassin provisoire d'infiltration.
- fiche technique du séparateur d'hydrocarbures installé (COC Environnement, modèle Optimus OPH-FV-40/200 (volume débourbeur de 4 m³, volume séparateur de 3,6 m³).

Pour s'assurer des conditions de stabilité du bâtiment attenant, l'exploitant a fait procéder à des sondages au niveau de la rampe d'accès au quai le 09/10/2025. Le 20/01/2026, lors du démarrage des travaux, la présence de réseaux sous le quai a été constatée, conduisant l'exploitant à revoir l'ensemble du projet d'implantation du bassin (volume d'eau insuffisant au regard des contraintes rencontrées).

Une nouvelle zone d'implantation du bassin a été identifiée, dans le décroché sud du site. Toutefois, ce positionnement reste conditionné à l'accord d'ENEDIS pour le déplacement d'un pylône électrique.

Justificatif fourni :

- courriel de demande adressé à la société Enedis en date du 05/02/2026.

Dans l'hypothèse où une réponse défavorable serait obtenue, l'exploitant étudie également une seconde alternative, consistant à positionner le bassin de confinement au sud-ouest, le long de la clôture.

S'agissant des eaux de toiture du bâtiment, l'exploitant déclare qu'elles rejoignent actuellement deux puits perdus, identifiés dans le cadre des travaux d'entretien du réseau de collecte.

Par ailleurs, un curage de l'ensemble du réseau de collecte existant des eaux pluviales a été réalisé.

Justificatifs fournis :

- facture n° 2510-0067FC-E38 du 31/10/2025, société Séché Assainissement Rhône Isère, curage réseau eaux pluviales.
- bon de travail n° 23069 du 12 au 14/01/2026, société Chimirec Malo, nettoyage et dégraissage des parois et du fond d'un bassin (quai sud).
- deux BSDD relatifs au nettoyage du bassin (deux fois 6 t d'eaux et boues hydrocarburées, code déchets 13 05 07*, évacuées les 13 et 14/01/2026 vers Chimirec Malo à Orange (84)).
- facture n° F051040476 du 29/01/2026, société Chimirec Malo, entretien séparateurs hydrocarbures.
- facture n° F051040501 du 11/02/2026, société Chimirec Malo, entretien séparateur hydrocarbure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- actualiser les modalités de gestion des eaux pluviales et eaux d'incendie initialement prévues sur son site pour tenir compte des contraintes techniques rencontrées, selon le nouveau projet envisagé,
- sur cette base, établir l'ensemble des travaux concourant à la gestion des eaux restant à réaliser,
- établir un plan des réseaux sur lequel seront reportés les travaux restants à réaliser,
- fournir un planning prévisionnel des travaux réajusté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er

Thème(s) : Risques accidentels, -

Prescription contrôlée :

La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et

non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :

en justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que leurs emplacements, ont été déterminés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.	avant le 31/12/2024
---	---------------------

Constats :

Demandes formulées à l'issue de la visite d'inspection du 04/03/2025 :

- justifier que les moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que leurs emplacements, ont été déterminés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.
- justifier la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Éléments de réponse transmis par courriel du 25/04/2025 :

La cuve d'eau mentionnée sur le plan mais non encore utilisée sera prochainement équipée d'un raccord pompier et remplie d'eau afin d'être intégrée aux dispositifs de lutte contre l'incendie. L'exploitant est dans l'attente d'un retour de la part des services d'incendie et de secours pour la programmation d'un exercice incendie et pour la tenue d'une réunion conjointe visant à vérifier la conformité et la cohérence des moyens de lutte contre l'incendie en place.

État des lieux et constats au 03/03/2026 :

Contrairement aux éléments de réponse transmis, la cuve n'a pas été équipée d'un raccord pompier, ni remplie d'eau.

Dans le cadre de l'étude de dangers récemment réalisée (v1 du 25/02/2025), les besoins en eau d'extinction du site ont été évalués selon la documentation technique D9. Un débit d'extinction de 60 m³/h est calculé. Les deux poteaux incendie (à l'entrée du site et route de Camsaud) permettent de délivrer le débit requis. L'exploitant a estimé que le remplissage en eau de cette cuve n'était donc pas indispensable. Le site dispose également d'un réseau de RIA interne (au nombre de 6).

Lors de la visite terrain, l'exploitant a déclaré que le réseau d'alimentation des RIA avait été tiré pour permettre la mise en place d'un RIA complémentaire à l'ouest du site à proximité de la nouvelle presse-cisaille.

Un exercice de défense contre l'incendie a été réalisé le 29/10/2025 sur le site de Sorgues. Un compte-rendu de l'exercice a été réalisé et commenté lors de la visite d'inspection.

Scénario mis en œuvre : feu du stockage de VHU non dépollués avec risque de propagation aux VHU stockés et au bâtiment.

Participation : 5 agents PURFER et sapeurs-pompiers.

Justificatif fourni :

- registre de sécurité annoté et signé par le lieutenant des sapeurs-pompiers.

En revanche, il n'y a pas eu de réunion conjointe avec les services d'incendie et de secours afin de vérifier la cohérence des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

L'exploitant déclare se conformer aux dispositions imposées en matière de moyens d'intervention définies par les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à ses activités.

L'exploitant a établi un plan de défense contre l'incendie (PDI) - version v1 du 10/02/2025 - qu'il a transmis aux services d'incendie et de secours.

Justificatif fourni :

- courriel de transmission de la dernière version du PDI aux services d'incendie et de secours en date du 09/03/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- apporter des informations relatives à l'installation d'un nouveau RIA à proximité de la presse-cisaille.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er

Thème(s) : Autre, -

Prescription contrôlée :

La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 4 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 :

en établissant un plan des réseaux de collecte des effluents	avant le 30/06/2024
--	---------------------

Constats :

Demande formulée à l'issue de la visite d'inspection du 04/03/2025 :

- compléter le plan des réseaux de collecte avec la gestion des eaux pluviales de toiture du bâtiment.

Éléments de réponse transmis par courriel du 25/04/2025 :

- une étude de gestion des eaux pluviales et eaux d'incendie (rapport v1 du 10/04/2025, bureau d'études Hydrosol),

Cette étude contient un plan prévisionnel représentant le projet d'implantation des réseaux de collecte.

État des lieux et constats au 03/03/2026 :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan de masse des installations mis à jour du 23/09/2025.

Au regard des travaux effectués, ce plan doit être actualisé pour tenir compte d'une situation intermédiaire.

Justificatif fourni :

- plan de la gestion actuelle des eaux mis à jour au 06/03/2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan des moyens de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er

Thème(s) : Risques accidentels, -

Prescription contrôlée :

La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 60 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 :

en établissant un plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie	avant le 30/06/2024
---	---------------------

Constats :

Demande formulée à l'issue de la visite d'inspection du 04/03/2025 :

- mettre en cohérence le plan de sécurité du site de Sorgues avec la disponibilité réelle des moyens de lutte contre l'incendie opérationnels (soit en supprimant le réservoir d'eau du plan, soit en assurant la disponibilité du volume d'eau de cette réserve et en l'équipant des raccords pompiers nécessaires).

État des lieux et constats au 03/03/2026 :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de sécurité du site mis à jour le 11 février 2026. La cuve précédemment représentée a été supprimée du plan.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 1er

Thème(s) : Situation administrative, -

Prescription contrôlée :

La société PURFER, dont le siège social est situé 45, route de St Bonnet de Mure - 69780 SAINT PIERRE DE CHANDIEU, est autorisée à exploiter Quartier de la Malautière, Route de Camsaud, à SORGUES (84700), les installations classées suivantes : ...

Constats :

Demande formulée à l'issue de la visite d'inspection du 04/03/2025 :

- porter à la connaissance du préfet l'ensemble des modifications notables apportées aux installations, avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement, l'extension physique du site, comme l'évolution du canal d'irrigation Grange neuve devront notamment être intégrés (délai accordé : avant le 31/12/2025).

Éléments de réponse transmis par courriel du 25/04/2025 :

- un planning prévisionnel des travaux à réaliser sur le site.

Ce planning prévoyait la réalisation d'un PAC pour le 26/12/2025.

État des lieux et constats au 03/03/2026 :

L'exploitant n'a pas réalisé de porter à connaissance.

Il déclare que la réalisation de ce PAC est bien programmée, mais qu'elle a pris du retard en raison des difficultés techniques rencontrées dans le cadre des travaux de mise en conformité du site.

Par ailleurs, lors de la visite de terrain, il est constaté le déplacement de certaines zones de stockage de déchets. À titre d'exemple, la zone de stockage des moteurs a été déplacée, décalant de fait la zone d'entreposage des VHU à dépolluer à proximité des PAM (petits appareils en mélange). Les VHU dépollués, ainsi que les bennes de collecte du verre et des réservoirs ont été déplacées. Le stockage de la fonte a été transféré sur la plateforme est.

Le plan de masse du site dont dispose le service de l'Inspection des installations classées n'est plus à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre un plan de masse du site selon la configuration provisoire actuelle de l'installation (délai sous 1 mois).
- porter à la connaissance du préfet l'ensemble des modifications notables apportées aux installations, avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement (délai supplémentaire accordé : avant le 31/09/2026).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 3.1.1

Thème(s) : Autre, -

Prescription contrôlée :

La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :

en justifiant que le chantier est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres.	avant le 30/06/2024
---	---------------------

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, il avait été constaté que le défaut de clôture précédemment identifié à l'arrière de la zone d'entreposage des VHU à dépolluer avait été traité. Sur cette base, l'Inspection avait alors proposé de lever la mise en demeure sur ce point.

État des lieux et constats au 03/03/2026 :

Ce sujet ne faisait initialement pas partie des points de contrôle de la présente visite.

Lors de la visite de terrain, il a été constaté un défaut de clôture en limite ouest du site non loin de la presse-cisaille.

L'exploitant déclare qu'il avait identifié cette problématique. Il a fait établir deux devis de travaux à ce sujet.

Documents fournis :

- devis n° 202509020 en date du 10/09/2025 de la société JMS multi-services (clôture sur 250 ml et débroussaillage).
- devis n° PR2510-4412 en date du 28/10/2025 de la société SP'Clôtures (clôture sur 240 ml).

L'exploitant indique par ailleurs que des négociations sont en cours pour devenir propriétaire du terrain dans un avenir proche.

Les travaux de réfection de la clôture ont pris du retard.

L'exploitant s'est engagé sur une réalisation des travaux de clôture avant la fin septembre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- réaliser les travaux de clôture du site, conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991.

L'exploitant transmettra sous 3 mois à l'Inspection une copie du bon de commande des travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois